

Le PS reste un parti de classe. Est-il cependant sur la voie du déclin ?

■ Pour Pascal Delwit (ULB), le PS doit être clair sur ses intentions.

Le PS reste, à quelques nuances près, en Europe, l'un des partis socialistes qui se porte le mieux. C'est presque exceptionnel si on compare avec ses homologues anglais, néerlandais, allemands et surtout français. Aujourd'hui, le PS est aux affaires partout en Belgique. Au fédéral, en Wallonie et à Bruxelles – par ce biais à la Fédération Wallonie-Bruxelles – et même en Communauté germanophone. Qu'est-ce qui explique cette position, certes de moins en moins hégémonique au sud du pays, mais toujours au premier plan ? Le PS pourrait-il retrouver ses scores électoraux au-dessus de 30% ou va-t-il, à l'instar d'autres formations socialistes européennes, connaître une érosion de plus en plus forte ?

Pour le politologue de l'ULB, Pascal Delwit, il est évident qu'« électoralement le PS ne va pas très bien. En 2019, il est largement passé sous la barre des

30%. Il enregistre alors son score le plus bas depuis la mise en place du scrutin universel ». Néanmoins, à la différence de ses homologues « néerlandais et français par exemple, le PS reste un parti de classe. Il reste un parti qui s'inscrit dans les milieux populaires ». Et Delwit de constater qu'il est « encore capable d'avoir une influence très forte sur les exécutifs. Il dispose encore d'un véritable maillage politique. Mais la vraie question, au-delà de cette force qu'il conserve encore, est : que veut-il faire aux différents niveaux de pouvoir ? »

L'avenir de la sociale démocratie

La question de l'identité des partis socialistes en Europe se pose, en fait, depuis des décennies. Et sur cette question, le PS s'est sans doute accroché plus que d'autres à cet ancrage populaire. Jusqu'à présent, cela lui a été profitable. « S'éloigner des fondamentaux, c'était dans une large mesure une volonté pour d'autres partis socialistes en Europe. Dans les années 1970 et 1980, la stagnation, voire le déclin du monde ouvrier qui était l'essentiel de leur base électorale, s'est soldée par le constat qu'il fallait renouveler cette base. Mais le monde ouvrier a tendance à être homo-

Le PS pourra-t-il retrouver ses scores électoraux au-dessus de 30% ou va-t-il, à l'instar d'autres formations socialistes européennes, connaître une érosion de plus en plus forte ?

gène dans sa manière de voter. Ils ont un peu lâché la proie pour l'ombre avec un électorat devenu plus volatil. Cette tactique est faite de haut et de bas avec une tendance au déclin. »

Pour le politologue de l'ULB, il faut surtout se poser la question de l'avenir de la social-démocratie en Europe. « La social-démocratie se caractérise par une certaine vision du progrès profitant aux catégories sociales les plus faibles. Il est donc nécessaire que cette vision se traduise dans les politiques publiques. Aux Pays-Bas, le parti socialiste qui était porté au pouvoir il y a quelques années s'est ensuite écrasé aux élections. Le gouvernement a pratiqué l'austérité et leurs électeurs n'avaient pas voté pour ça. Un parti doit se poser cette question : pourquoi voterait-on pour moi ? »

Le PS est, au niveau électoral, attaqué surtout par deux autres partis. « Écolo d'un côté sur le segment des enseignants par exemple et d'un autre côté par le PTB qui le challenge sur son électorat populaire », explique encore Pascal Delwit. Vis-à-vis du PTB, le PS est-il en ordre de bataille pour contrer cette forte poussée communiste ? On voit fleurir ça et là sur les réseaux sociaux un positionnement fort de la part de certains élus socialistes contre le PTB, mais on peut se demander si le PS a bien pris la mesure du danger ? « Depuis début 2020, il y a une forme de stratégie de communication autour du PTB. Mais lorsqu'on discute avec des membres importants du parti, on sent qu'individuellement, ils sont conscients du problème. Mais ce qui n'est pas clair à mes yeux, c'est de savoir s'ils en tirent une conclusion commune », ajoute le professeur de l'ULB qui s'étonne aussi du manque de ténacité du PS sur une de ses positions phares d'avant le scrutin de 2019, à savoir l'âge légal de la pension en Belgique.

En 2012, un PS français tout-puissant

Enfin, la situation des socialistes français est très différente de celle du PS belge. « Ce parti a aujourd'hui un encéphalogramme plat. Il reste quelques rares personnalités comme Martine Aubry ou Anne Hidalgo. Sa situation actuelle est surtout liée au résultat du quinquennat de François Hollande et au fait qu'il a lui-même engendré son Brutus. Sur les cinq ans de présidence, il n'y a pas eu une seule mesure emblématique au niveau économique et social comme l'avaient été, par exemple, les 35 h quand Jospin était Premier ministre. Il faut se rappeler qu'en 2012, le PS gagnait la présidentielle, il était majoritaire à l'Assemblée nationale et au Sénat, ce qui n'était jamais arrivé, et il disposait de 21 régions sur 22. Lorsqu'on voit où il en est... »

Stéphane Tassin



Les présidents du PS, l'ancien, Elio Di Rupo et le nouveau, Paul Magnette.